



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DU MORBIHAN

Direction départementale des
territoires et de la mer

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDTM 56/SUHC/UQC

VANNES

Réunion du jeudi 15 juin 2023

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX
PERSONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

Arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement.

DOSSIER N° AT 056 260 23 Y 0039

N° urbanisme : PC 056 260 22 Y 0194 M1

Commune : VANNES

Demandeur : ÉTAT / MINISTÈRE DE LA DÉFENSE représenté par M. VERGEZ Philippe
Adresse du demandeur : Quartier Margueritte Rue Garigliano 35000 RENNES

Nom établissement : QUARTIER FOCH DELESTRAINT
Adresse des travaux : 46-48 avenue de Verdun 56000 VANNES

Type : U Établissements de soins / Catégorie ERP : 5

Nature des travaux : Construction d'une antenne médicale

Membres permanents de la commission :

Mme RENAUD Murielle, Présidente de la Commission
M. RAUX Christian, Représentant d'association de personnes handicapées
M. BELIARD Yves, Représentant d'association de personnes handicapées
Mme DELATTRE Chrystel, Adjointe à l'accessibilité, Représentante de la commune de Vannes

MOTIVATION

Sur l'autorisation : Favorable

PRESCRIPTIONS

- La place de stationnement adaptée aux Personnes à Mobilité Réduite devra avoir une dimension minimale de 3,30 m de largeur par 5 m de longueur, située dans un espace horizontal (au dévers près, inférieur ou égal à 2 %) au plus près de l'entrée et être repérable par un marquage au sol et une signalisation verticale.
 - S'il ne peut être évité, un faible écart de niveau sera traité par un ressaut à bord arrondi d'une hauteur inférieure ou égale à 2 cm.
 - Un repérage de la porte d'entrée à l'aide d'éléments visuels contrastés par rapport à l'environnement immédiat sera apposé (par exemple, des bandes de 5 cm de largeur situées à une hauteur de 1,10 m et de 1,60 m).
 - Une signalétique d'orientation sera apposée à l'entrée.
 - Lorsque des usages tels que lire, écrire ou utiliser un clavier sont requis, une partie au moins de l'équipement présente les caractéristiques suivantes : une hauteur maximale de 0,80 m, un vide en partie inférieure d'au moins 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux d'une personne en fauteuil roulant, 0,30 m de profondeur sur 0,60 m de largeur. De plus, les équipements devront être adaptés à tout type de handicap.
 - Un espace adapté, en salle d'attente, permettra aux personnes à mobilité réduite de s'y installer.
 - La porte du sanitaire sera équipée d'un dispositif accessible, permettant aux personnes à mobilité réduite de la refermer derrière soi.
 - La distance entre l'axe de la cuvette et la barre d'appui sera comprise entre 0,40 m et 0,45 m.
 - Une patère sera installée dans le sanitaire à une hauteur maximale de 1,30 m.
 - Les valeurs d'éclairement moyen horizontal mesurées au sol le long du parcours usuel de circulation en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours, seront d'au moins : 20 lux pour le parc de stationnement et la circulation piétonne accessible, de 100 lux pour les circulations intérieures horizontales et de 200 lux à l'accueil.
 - Les valeurs réglementaires des matériaux absorbants définies par les exigences acoustiques en vigueur devront être respectées.
 - Les aménagements et équipements devront être conformes aux règles d'accessibilité relatives aux ERP lors de leur construction ainsi qu'aux IOP lors de leur aménagement, édictées par l'arrêté du 20 avril 2017 (consultable sur le site Légifrance NOR : LHAL1704269A).
- À la fin des travaux, une attestation de la conformité de l'établissement devra être établie dans les conditions définies à l'article R 165-17 du code de la construction et de l'habitation. Elle sera ensuite transmise par le demandeur à l'administration directement en ligne via la plateforme démarches-simplifiées.

RECOMMANDATION

- Un système d'écoute à l'attention des personnes déficientes auditives de type B.I.M. (Boucle à Induction Magnétique) adapté est recommandé à l'accueil.

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un avis favorable à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et de la recommandation, énumérées ci-dessus.

A VANNES, le jeudi 15 juin 2023

Pour le Préfet

La présidente de la commission

Mme Murielle RENAUD

Vannes, le 29 juin 2023

Service Prévention de
l'arrondissement de VANNES

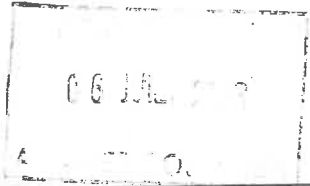
Affaire suivie par : Yoann Piette
Assisté(e) de : Régine Chassain

@ : prevention-vannes@sdis56.fr
☎ : 02 97 54 56 46

N.Réf : D2023.0670
260P0770

Direction Départementale des Territoires et
de la Mer

260P0770

Objet	CABINETS MEDICAUX ET URGENCES 46/48 AVENUE DE VERDUN LIEU-DIT QUARTIER FOCH DELESTRAINT VANNES Aménagements et travaux divers			
Classement	Type USS - 5ème catégorie			
Effectif	<u>Public</u>	40	personnes	
	<u>Personnel</u>	28	personnes	
	<u>Total</u>	68	personnes	
Demandeur	MINISTERE DE LA DEFENSE - ESID RENNES			
Références	Dossier reçu le 17/05/2023 AT05626023Y0039			

Un exemplaire du dossier ci-dessus a été transmis pour avis.

I. DESCRIPTION

1.1. Descriptif des travaux :

Les travaux prévus visent à construire une antenne médicale au sein du Quartier Foch Delestraint du 3^{ème} RIMA à Vannes. La présente demande est un permis modificatif, le permis initial n'a pas fait l'objet d'une consultation de nos services.

Le permis de construire modificatif porte sur :

- Le passage du statut Établissement Recevant des Travailleurs (ERT) à celui d'Établissement Recevant du Public (ERP),
- L'ajout de fenêtres ouvrantes sur la façade Nord et le patio 1 de l'élévation Nord,
- La modification de grilles de ventilation en façades Nord e Sud,
- Le remplacement d'une porte pleine par une porte grillagée à ventelle en élévation Est.

1.2. Descriptif après travaux :

Après travaux l'établissement en simple RDC se décomposera comme suit :

- 1 local de stockage vie en campagne,
- 1 local poubelles,
- 1 local de stockage de bouteilles de 5 litres maximum d'oxygène,
- 1 local DASRI,
- 1 local produits inflammables,
- 1 local onduleur/TGBT/onduleur photovoltaïque,
- 1 local entretien,
- 1 local chaufferie gaz,
- 1 local ventilation,
- Des vestiaires et sanitaires hommes et femmes,
- 1 salle de formation/instruction secourisme,
- 1 cellule OPEX,
- 1 local de stockage des dossiers médicaux,
- 1 secrétariat,
- 1 salle d'attente avec comptoir d'accueil,
- 2 bureaux,
- 1 local reprographie,
- 1 local archives,
- Des sanitaires publics,
- 5 cabinets médicaux,
- 1 salle de soins et de prélèvements,
- 1 bureau infirmier,
- 1 salle d'urgence avec 1 sas,
- 1 local de stockage du matériel remisé,
- 1 garage double,
- 1 chambre d'observation comprenant des sanitaires,
- 1 buanderie,
- 1 local linge sale,
- 1 pharmacie,
- 1 bureau infirmier responsable d'antenne,
- 1 bureau psychologue,
- 1 bureau kiné,
- 1 espace détente,
- 1 cabinet dentaire,
- 1 salle biométrie avec local audiométrie et deux sanitaires pour prélèvements.

L'établissement dispose de deux patios.

1.3. Descriptif sécurité du projet :

a) Effectif

L'effectif maximal du public admissible est déterminé selon les dispositions de l'article U2 (locaux définis à la section XIV) : sur déclaration du chef d'établissement.

b) Implantation

L'établissement est situé Quartier Foch Delestraint au sein du 3^{ème} RIMA de Vannes et est accessible sur 4 façades aux engins d'incendie.

c) Isolement par rapport aux tiers

Pas de tiers à moins de 5m.

d) Construction – Aménagements intérieurs

Construction

Structure en poteaux poutre béton armé.

Parois sans résistance au feu.

Charpente en bois.

Couverture en étanchéité sur bac acier.

Aménagements intérieurs

Revêtement du sol des locaux : M4 minimum.

Revêtement des murs des locaux : M2 minimum.

Revêtement des plafonds : M1 minimum.

Gros mobilier : M3.

e) Dégagements

Exigible : 2 sorties totalisant 2 unités de passage.

Prévu : 2 sorties totalisant 4 unités de passage.

Dispositions au titre du GN8 : sans précisions.

f) Désenfumage

Sans objet.

g) Electricité – Eclairage de sécurité

Electricité

Les installations électriques auront une puissance inférieure à 250 KVA. Arrêt d'urgence électrique et CTA au niveau de la banque d'accueil de la zone d'attente.

Eclairage de sécurité

Eclairage de sécurité par blocs autonomes.

h) Ventilation – chauffage

Ventilation

Centrale de Traitement de l'Air et VMC non permanente dans les locaux à pollution spécifique.

Chauffage

Chauffage gaz d'une puissance comprise entre 30 et 70 kW. Les locaux DIRISI, onduleur, urgence et pharmacie seront climatisés.

i) Risques particuliers

- 1 local de stockage du matériel remisé,
- 1 local de stockage vie en campagne,
- 1 local poubelles,
- 1 local de stockage de bouteilles de 5 litres maximum d'oxygène,
- 1 local DASRI,
- 1 local produits inflammables,
- 1 local onduleur/TGBT/onduleur photovoltaïque,
- 1 local entretien,
- 1 local chaufferie gaz,
- 1 local ventilation,
- 1 buanderie,
- 1 local linge sale,
- 1 pharmacie,
- 1 local de stockage des dossiers médicaux,
- 1 local archives,
- 1 garage.

j) Moyens de secours

Alarme - alerte :

Equipement d'alarme de type 4 au niveau de la banque d'accueil avec flashes lumineux dans les sanitaires, douches et vestiaires.

Présence d'un téléphone urbain secours.

Affichage des consignes d'alerte et des plans d'évacuation.

Moyens de secours :

Extincteurs à eau à raison de 1 pour 200m² et appropriés aux risques à défendre.

Dispositions facilitant l'intervention des secours :

Affichage du plan d'intervention.

II. DOCUMENTS EXAMINES

Pièces écrites :

- Formulaire de permis de construire modificatif,
- Dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique,
- Notice de sécurité en date de mars 2023 non signée.

Pièces graphiques :

- Jeu de plans.

III. REFERENCES REGLEMENTAIRES

Cet établissement est assujéti aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1990 portant approbation des mesures complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil.

IV. AVIS ET PRESCRIPTIONS

Le SDIS émet un **AVIS FAVORABLE** au projet présenté.

Les prescriptions suivantes devront être prises en compte :

N° Prescription	Prescriptions
2023 - 001	S'assurer du respect des dispositions prévues au dossier. (R 143-22)
2023 - 002	Considérer le local reprographie comme un local à risques moyens et l'isoler par des parois et plafonds coupe-feu 1 heure avec une porte coupe-feu 1/2 heure munie d'un ferme porte. (PE 9)
2023 - 003	<p>Dans le cadre de la mise en place d'une installation photovoltaïque, respecter les dispositions prévues dans le guide l'UTE C 15-712 (EL1).</p> <p>A cette fin, appliquer l'une des dispositions suivantes afin d'éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un système de coupure d'urgence de la liaison DC est mis en place, positionné au plus près de la chaîne photovoltaïque, piloté à distance depuis une commande regroupée avec le dispositif de mise hors tension du bâtiment.- Les câbles DC cheminent en extérieur (avec protection mécanique si accessible) et pénètrent directement dans le local technique onduleur du bâtiment.- Les onduleurs sont positionnés à l'extérieur, sur le toit au plus près des modules.- Les câbles DC cheminent à l'intérieur du bâtiment jusqu'au local technique onduleur et sont placés dans un cheminement technique protégé, coupe-feu de degré 1 heure.
2023 - 004	Toutes les portes permettant au public d'évacuer d'un local ou un établissement doivent pouvoir s'ouvrir par manœuvre simple. Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions. (PE 11)
2023 - 005	L'emploi de fiches multiples est interdit. (PE 24)

2023 - 006	Concevoir les portes automatiques de manière à ce qu'elles se mettent en position ouverte et libèrent la largeur totale de la baie par effacement latéral en cas de coupure de l'alimentation électrique. En cas de défaillance du système de commande l'ouverture doit être obtenue par un déclencheur manuel à fonction d'interrupteur situé à proximité. Elles doivent faire l'objet d'un contrat d'entretien. (PE 11)
2023 - 007	Former le personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie et à la manipulation des moyens de secours. Cette formation devra être complétée par des exercices périodiques d'évacuation. (PE 27)
2023 - 008	Procéder, ou faire procéder, en cours d'exploitation, par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement. (PE 4)

Il incombe à l'exploitant, responsable de la sécurité du public admis dans son établissement, de satisfaire aux règles de sécurité imposées par la réglementation.

Cet établissement ne sera pas visité par la commission de sécurité. Si le maire a connaissance d'un risque particulier, il lui appartiendra de solliciter son avis.

Pour le Directeur,
Le chef du service prévention de
l'arrondissement de Vannes



Capitaine Yoann PIETTE